

Il faut donc en arriver là

Article rédigé par *Liberté politique*, le 09 mai 2023

Dimanche, le tableau pédopornographique du Palais de Tokyo a été dégradé. Après une bataille judiciaire lors de laquelle les associations ont été méprisées, c'est finalement une action coup de poing qui a rendu justice.

Un tableau abject

L'exposition de « l'œuvre » de Miriam Cahn « Fuck abstraction » a été l'objet de vives polémiques. Un ensemble d'associations dont *Stop Au Porno* se sont mobilisées pour que soit décroché ce tableau représentant un enfant pratiquant une fellation à un adulte. Le député de la neuvième circonscription du Pas-de-Calais Caroline Parmentier s'est même investie pour dénoncer la présence de ce tableau à la vue d'un public mineur.

Notre action judiciaire qui est allée jusqu'au Conseil d'État n'a pas abouti et la presse majoritaire (*Le Monde*, *Libération*) a défendu l'œuvre pédopornographique s'inscrivant dans une tradition libertaire bien connue de tous.

Bon débarras !

L'exposition mettant en scène cette « œuvre » (et d'autres, pornographiques et non adaptées à un public mineur) prévenait soi-disant du caractère potentiellement choquant. En réalité, si des petits écriteaux indiquent qu'en effet des œuvres peuvent choquer, le personnel de caisse s'empresse néanmoins d'affirmer, lors de l'achat des billets, tout sourire, que « c'est gratuit pour les enfants ».

En dénonçant la présence de ce tableau et en portant l'affaire devant les tribunaux, *Stop Au Porno* et tout un maillage associatif ont alerté sur un phénomène grave, celui de la banalisation de la pédocriminalité et sa promotion sous couvert d'art. Dimanche 7 mai, un homme a pris ses responsabilités et a choisi, à sa manière, d'exprimer son mécontentement.

À force de mépris et de suffisance, le Palais de Tokyo, le ministre de la Justice et l'appareil judiciaire ont créé les conditions de cette situation. À eux d'en tirer les leçons.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

09/05/2023 01:00